

Encore à propos de l'Unité syndicale

Depuis le 31^e Congrès de la C.G.T., le C.C.N. de janvier 1958, l'envoi de quelques lettres de la C.G.T. entre temps, aux sommets des autres centrales, un communiqué par-ci, par-là, des initiatives du « mouvement syndical uni et démocratique », un article de Benoit Frachon dans « l'Humanité » repris accessoirement dans « Le Peuple », organe confidentiel de la C.G.T., un autre de Bothereau ou Mourgues dans le journal non moins confidentiel, « Force Ouvrière », tous deux résolument hostiles « aux sirènes célestes, etc... Les militants ont bien du mal à compter les points de la polémique entre tenants et adversaires de l'Unité... d'action ou organique.

Où en sommes-nous de la campagne C.G.T. pour l'Unité? C'est à peine si les ouvriers, par exemple, se sont aperçus ou se souviennent encore, en ce début mai, de l'entrevue C.G.T. et C.F.T.C. à l'échelon le plus élevé, le 18 avril 1958. Il n'est peut-être pas inutile d'y insister, aujourd'hui encore « l'Humanité » a été bien discrète et ces contacts permettent en partie d'approfondir ces rapports entre appareils syndicaux, de faire apparaître leurs divergences réelles qu'il est nécessaire, pour les militants, de bien connaître s'ils veulent les surmonter.

L'ENTREVUE FRACHON-BOULADOUX

En réponse à la lettre envoyée par la commission administrative de la C.G.T. le 10 avril 1958, une délégation du Bureau confédéral de la C.F.T.C. a reçu une délégation de l'échelon correspondant de la C.G.T. le 18 avril. La C.G.T. déclarait vouloir « parvenir à l'union de tous les syndicats et de toutes les centrales syndicales pour faire aboutir les revendications qui leur sont communes » alors que, pour sa part, la C.F.T.C. « sur mandat de son Conseil confédéral » entendait se limiter à un échange de vues.

Le communiqué C.G.T. du 18 avril 1958 nous apprend qu'au cours « d'une discussion cordiale, empreinte du souci de s'informer et d'éclairer certains problèmes », les délégués C.G.T. et C.F.T.C. (Frachon et Bouladoux en tête) ont exposé et confronté certaines parties de leurs programmes respectifs et constaté qu'aucune divergence n'existe sur les principales revendications, à savoir :

- L'augmentation générale des salaires, traitements, pensions et retraites;
- La suppression des abattements de zones;
- L'augmentation de 20 % des prestations familiales;
- Le remboursement effectif à 80 % des frais médicaux;
- Le respect du droit de grève et des libertés syndicales.

Les délégations se sont séparées après avoir constaté que pour des buts et sur des plans divers (!!!) les rapports et l'unité d'action entre syndicats, U. D. et certaines (!!!) fédérations se développent et donnent des résultats satisfaisants. La C.G.T. « souhaite que de telles entrevues se renouvellent et qu'elles aboutissent à l'union de toutes les organisations et de toutes les centrales pour assurer le succès des revendications qui leur sont communes. »

Il n'est pas évoqué les moyens d'action aptes à les faire aboutir.

LES RAISONS DE LA DIVISION SYNDICALE

Ainsi ces revendications principales, communes à la C.G.T. et à la C.F.T.C. ne suffisent pas

encore à généraliser la pratique de l'unité d'action, ni à vaincre les réticences de F.O. Et pourtant, ce programme très minimum, de nature profondément réformiste, précisément conçu pour servir de pont vers la centrale syndicale du parti socialiste, ne suffit pas à convaincre Bothereau. Du haut en bas de la hiérarchie syndicale, depuis des mois, sourires, invitations, propositions « rappelant ce qui est commun et écartant ce qui divise », main tendue, suppression des polémiques, l'opportunisme le plus écœurant, rien n'y fait.

La politique des « bons rapports » a remplacé l'action des masses, fondamentale pour la réalisation de l'Unité. Il n'est que de se reporter à 1934, à 1944, à la poussée énorme des masses, pour comprendre que cette dernière facilite beaucoup de choses, y compris la réunification.

Des contacts C.G.T. et C.F.T.C., les travailleurs ne peuvent conclure qu'une chose, et ceci est aussi valable pour F.O. éventuellement: Les divergences ne portent pas sur le programme de revendications immédiates mais sur la politique extérieure de la France, sur l'alliance avec une aile de la bourgeoisie libérale. Sur ce plan Lebrun avait raison lorsque dans Le Peuple du 1^{er} octobre 1956 il liait intimement la scission de 1947 à l'apparition de la « guerre froide » — il en concluait d'ailleurs que la « détente », (la coexistence pacifique en quelque sorte) ne pouvait que favoriser les reprises de contact entre C.G.T. et F.O.

Si l'aspiration à l'Unité est tout à fait réelle dans la classe ouvrière, le scepticisme y est aussi très grand quant aux possibilités de réunification.

Les faits parlent d'eux-mêmes. La classe ouvrière en 37 ans a connu en tout et pour tout 7 années d'unité: de 1935 à 1939 et de 1944 à 1947.

A chaque fois que les intérêts de la bourgeoisie française ont coïncidé avec ceux de la bureaucratie stalinienne en matière de politique extérieure, les réformistes se sont empressés de faire l'Unité... qu'ils ont d'ailleurs rompu aussi vite dès qu'il n'y eut plus conjonction des deux politiques. L'union sacrée avec les patrons français lors du déclenchement de la deuxième guerre impérialiste en 1939, l'alignement encore en 1947 sur la bourgeoisie française américanophile, comptèrent plus pour la direction réformiste que les intérêts du mouvement ouvrier.

UN PROGRAMME DE CLASSE, PUISSANT FACTEUR D'UNITÉ

Néanmoins, si l'on pouvait supposer possible, qu'à froid, les « sommets » s'entendent, même de façon bureaucratique — mais encore une fois c'est bien peu probable — tous les ouvriers trotskystes compris, ne pourraient qu'applaudir aux possibilités nouvelles d'action offertes par cette réunification. Mais la bataille, dans cette organisation unifiée, pour un programme de classe complètement indépendant des intérêts ou des possibilités des patrons, anti-capitaliste en un mot, devrait être livrée au sein même de cette organisation, contre toute nouvelle pause, contre toute stabilisation, contre toute collaboration avec une aile quelconque de la bourgeoisie aussi « progressive et libérale » qu'elle se prétende.

C'est la leçon que les travailleurs doivent tirer des expériences du Front Populaire, du C.N.R., du « tripartisme » et autres combines du genre « compromis à gauche ». C'est aussi pourquoi les militants ouvriers révolutionnaires

seront très sensibles à cette question du PROGRAMME DE CLASSE en opposition à toutes les montures imprécises de programmes de revendications dites minima ou immédiates qui ne sont conçus que pour inspirer confiance à la bourgeoisie ou restent adaptés aux possibilités de l'économie capitaliste.

Cette question vient avant toute autre celle de la « démocratie » y comprise. Des revendications, énoncées plus haut, qui résultent de l'entrevue C.G.T.-C.F.T.C. et que toutes deux considèrent comme principales, que peuvent en dire les ouvriers? N'insistons pas trop sur les trois dernières. Dans les trois cas il s'agit de revendications déjà obtenues mais que les capitalistes n'appliquent pas ou violent délibérément. La C.G.T. comme la C.F.T.C. ne demandent que le respect de la règle du jeu, celle de la démocratie bourgeoise.

En ce qui concerne la première, celle ayant trait à l'augmentation générale des salaires, il faut avouer qu'elle est bien imprécise. On peut à ce sujet remarquer une chose: C.G.T., C.F.T.C., F.O. ont chacun un budget-type minimum. Aucune ne demande qu'il soit appliqué comme S.M.I.G. Dans le meilleur des cas, celui de la C.G.T., cette dernière évalue à 40.679 francs au 15 mars 1958 (Budget de la Fonction publique) le minimum décent pour vivre. Elle revendique 160 francs de l'heure comme valeur du S.M.I.G., soit 27.680 francs par mois. Au moins revendique-t-elle quelque chose! C.F.T.C. et F.O. n'en sont pas encore là. Cette question de l'augmentation des salaires est intimement liée aussi à la suppression des abattements de zones. C.G.T. et C.F.T.C. « oublient » de dire que dans la zone à abattement zéro il n'est pas rare d'enregistrer des écarts de 25 % d'une usine à l'autre et que par conséquent l'abattement, même non officiel, y est très réel. Là encore cette revendication n'a de sens qu si l'on combat pour une unification des salaires sur une base nationale et que l'on dénonce la politique des accords d'établissements, des conventions particulières, dépendant pour la plupart de la rentabilité de l'entreprise capitaliste, de la productivité, en un mot des possibilités des capitalistes de telle ou telle branche, de telle ou telle usine plus ou moins modernisée.

Peut-on s'étonner que les ouvriers ne se mobilisent pas? La formulation même des revendications n'est pas conçue pour eux, mais pour ne pas trop effrayer les gérants loyaux du capitalisme qui ne sont pas tous forcément membres de la S.F.I.O.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces problèmes intimement liés, du programme et de l'Unité, et nous tâcherons de voir comment ils se posent dans la vie et comment les militants ouvriers peuvent intervenir.

DUPARC.

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle à 12 pages

- 6 mois: 12 numéros .. 400 fr.
- 1 an: 24 numéros 800 fr.
- Sous pli fermé, respectivement.800 et 1.600 fr.

Réglez par mandat:
C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.